

Journal de Libye

N° 45 du 10.02.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Saadi Kadhafi promet de retourner en Libye.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo Julien Teil parle de la guerre humanitaire en Libye

1-2 vidéo : Les 3 victimes du mensonge de la guerre humanitaire en Libye

-3 Vidéo : Jean Bricmont : Les 3 victimes du mensonge de la guerre humanitaire en Libye

2 Les brèves.

2-1 [Ces morts que l'Otan ne veut pas voir.](#)

3 Dossier

3-1 Abdel Bari Atwan : La Libye bientôt sous la botte américaine.

3-2 Joseph Kishore : La 'Meurtre S.A.' de Barak Obama opère dans le monde entier.

3-3 Manlio Dinucci : Guerre contre la Libye dans les mots de la Défense italienne.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Mouammar Kadhafi piège Amnesty International en beauté.

4-2 Simon de Beer : [Ce que j'ai vu à Tripoli ? Le calme avant la tempête.](#)

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 De la guerre en Libye ... à sa fidélité à Israël.

5-2 Louis Denghien : Sarkozy : menaces & débâcles

6 Annexe

LIBYE : ce qu'on cache aux Français

Tiré à part

Saadi Kadhafi promet de retourner en Libye.

Saadi Kadhafi, l'un des fils de l'ex-dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, a promis de retourner en Libye où, selon lui, une grande majorité de la population n'est pas satisfaite de la situation actuelle, dans une interview diffusée vendredi par la chaîne Al-Arabya.

"Je retournerai en Libye à n'importe quel moment", a déclaré Saadi Kadhafi interrogé par téléphone depuis le Niger où il s'est réfugié après la chute de Tripoli qui a mis fin aux 42 ans de dictature de son père. "70% des Libyens ne sont pas satisfaits de la situation actuelle", a-t-il affirmé, ajoutant que "le

peuple libyen est gouverné pas de gangs".

Selon lui, "il y a une rébellion qui s'étend jour après jour, et il y aura une rébellion dans tout le pays". Interrogé sur le Conseil National de Transition (CNT), qui a pris les rênes du pays après la chute du régime, Saadi Kadhafi a estimé qu'"il arrivera un jour où le peuple Libyen sera capable d'exterminer ces gangs". A mon retour en Libye, "je m'efforcerai à assurer qu'il n'y ait pas d'opérations de représailles ou de vengeance", a-t-il promis.

Saadi Kadhafi, 38 ans, s'est réfugié au Niger en août dernier. Ce pays, qui lui a accordé l'asile, refuse de l'extrader malgré les demandes répétées des nouvelles autorités libyennes. Celles-ci l'accusent de "s'être emparé de biens par la force et l'intimidation quand il dirigeait la Fédération libyenne de football", selon Interpol qui avait émis une "notice rouge" pour demander à ses 188 pays membres son arrestation.

Le président nigérien Mahamadou Issoufou avait annoncé le 11 novembre que son pays avait accordé l'asile pour des "raisons humanitaires" à Saadi Kadhafi. (afp)

11/02/12

© afp

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/1393171/2012/02/11/Saadi-Kadhafi-promet-de-retourner-en-Libye.dhtml>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo Julien Teil parle de la guerre humanitaire en Libye

http://www.youtube.com/watch?v=stYZzj-M-bc&feature=player_embedded

1-2 vidéo : Les 3 victimes du mensonge de la guerre humanitaire en Libye

<http://www.youtube.com/watch?v=vz5joq46Rig&feature=related>

1-3 vidéo : Jean Bricmont : Les 3 victimes du mensonge de la guerre humanitaire en Libye

<http://www.youtube.com/watch?v=vz5joq46Rig>

2 Les brèves.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

2-1 [Ces morts que l'Otan ne veut pas voir](#).

Extraits de l'article du NouvelObs

Le "New York Times" affirme que les frappes de l'Otan ont tué des civils pendant la guerre en Libye. L'Alliance atlantique l'admet du bout des lèvres mais refuse d'enquêter. [...]

Face à la propagande de Mouammar Kadhafi, qui l'accusait grossièrement d'avoir tué des centaines de civils, alors qu'elle intervenait justement pour les protéger, l'Otan a fait valoir que sa guerre était "une guerre propre". Jusqu'à ce qu'[une enquête](#) du "New York Times", publiée le 17 décembre, la force à admettre, du bout des lèvres, que "les informations rassemblées semblent indiquer que des civils innocents ont été tués ou blessés".

Après des semaines d'investigation, le quotidien américain dénombre "au moins 40 et peut-être plus de 70 civils tués par l'Otan, dont au moins 29 femmes et enfants". Des victimes qui, la plupart du temps, ont perdu la vie dans leur maison, pendant leur sommeil, comme le raconte un père de famille, qui a perdu sa femme et deux de ses enfants, dans le [reportage vidéo](#) (en anglais) qui accompagne l'article.[...]

Le bilan de ces "erreurs" pourrait être bien plus élevé, estime le "New York Times", ses journalistes n'ayant pu se rendre sur tous les sites bombardés.[...]

En dépit de ces bavures documentées, l'Alliance atlantique n'entend pas pour autant battre sa coulpe : elle renvoie la responsabilité d'ouvrir une enquête aux nouvelles autorités libyennes, qui doivent leur survie en grande partie aux frappes de l'Otan...

Une investigation sur les erreurs d'aujourd'hui aurait pourtant permis d'éviter de les reproduire demain. "L'Otan se comporte en Libye comme elle a agi au début en Afghanistan", déplore le "New York Times".

[Antoine \(Montpellier\)](#)

21 Décembre 2011

<http://blogs.mediapart.fr/blog/antoine-montpellier/211211/lybie-lotan-tue-des-civils>

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Abdel Bari Atwan : La Libye bientôt sous la botte américaine.

L'administration américaine n'a pas nié les informations dans la presse selon lesquelles 12 000 soldats américains ont été dépêchés à Malte, en prélude à un débarquement en Libye pour tenter d'y stopper la détérioration de la situation et d'en reprendre le contrôle.

Les affrontements qui ont régulièrement lieu en Libye entre différentes milices surarmées - hors de tout contrôle et accusées à présent de recourir à la torture contre leurs opposants - représenteront un prétexte en or pour une occupation de la Libye par l'armée des Etats-Unis - Photo : plus216.com

Les chaînes arabes de télévision ont fortement réduit l'information sur la situation en Libye, [après la mission de l'OTAN](#) qui a servi à renverser l'ancien régime, en traînant le corps de son chef dans les rues et en faisant s'écrouler ses deux derniers bastions à Syrte et Bani Walid sur les têtes de leurs habitants.

Les informations en provenance de Libye, selon de nombreux rapports publiés dans les journaux occidentaux, disent que la résistance au Conseil National de Transition [CNT] va croissante au sein du peuple libyen, et que les pouvoirs du président du CNT, Mustafa Abd-al-Jalil, se sont rapidement érodés au profit des milices armées et de leurs commandants qui occupent le terrain.

Les milices armées sont la principale source d'inquiétude pour les gens de la capitale de Tripoli en particulier, et de tout le territoire libyen en général. Aujourd'hui, les gens craignent pour leur vie et les vies de leurs enfants à cause de ce phénomène. La plupart des villes libyennes ont été transformées en une jungle pour les armes, tandis que les milices armées rivales se partagent les quartiers des villes. Il y a quatre principales milices, notamment celle d'al-Zintan, celle du Conseil militaire de Tripoli dirigée par Abd al-Hakim Bilhaj, celle de Misratah, et enfin l'armée nationale libyenne dirigée par l'ex-agent de la CIA, Khalifah Haftar.

Usamah al-Juwayni, le ministre de la Défense dans le gouvernement du Premier ministre Abd-al-Rahim al-Kib, a promis et annoncé plus d'une fois les dates du retrait et de la dissolution des milices et leur intégration dans l'armée. Mais ces promesses n'ont pas été suivies d'effet et aucune des dates n'a été respectée, tandis que le chaos continue de régner.

Les nations occidentales [ne sont pas inquiètes](#), alors qu'elles devraient vraiment se faire du souci quant à cette situation. [Tant que le pétrole libyen continuera de couler](#) dans leurs ports, elles se féliciteront d'avoir renversé l'ancien régime. Le chaos en Libye ne les concerne pas, sauf si une résistance armée émerge et menace l'industrie libyenne du pétrole et frappe les pipelines amenant le pétrole dans les ports pour l'exportation.

Selon les statistiques occidentales, la production de pétrole en Libye se rapproche des niveaux atteints avant l'intervention militaire de l'OTAN, soit 1,5 million de barils par jour. C'est une bonne évolution pour les pays consommateurs comme la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, et d'autres, parce que le pétrole libyen est léger et adapté aux raffineries européennes qui ont été conçues pour raffiner du pétrole brut libyen qui contient un gaz léger servant dans les carburants pour avions.

Le peuple libyen s'est soulevé contre l'ancien régime et la majorité des Libyens ont appuyé l'intervention de l'OTAN pour le renverser, dans l'espoir qu'ils bénéficieraient de la sécurité et de la stabilité et du montant estimé à 60 milliards par an des recettes pétrolières. Toutefois, l'insécurité et la multiplication des conflits entre milices peuvent les conduire au désespoir et à un sentiment de frustration.

Selon certains rapports occidentaux, la Libye est actuellement l'objet d'[un autre type de colonialisme](#) car les forces de l'OTAN sont encore indirectement déployées sur le terrain, et il semblerait que la plupart

des puits de pétrole et des ports d'exportation libyens sont sous la protection et le contrôle de ces forces occidentales.

Nous attendons l'arrivée d'observateurs arabes et étrangers en Libye pour présenter une image réelle de ce qui se passe sur le terrain, face au black-out médiatique, et qu'ils répondent aux nombreuses questions sur les raisons réelles des affrontements à Ghiryan la semaine dernière et encore plus tôt à Tripoli. Et que se passe-t-il dans les villes de la partie orientale de la Libye et dans Al-Jabal Al-Akhdar et Misratah. Et surtout, quel est le sort des milliers de Libyens, [notamment les ressortissants africains](#), qui sont dans les prisons des milices sous l'accusation d'avoir soutenu l'ancien régime et lutté sous son drapeau vert ? Le [renversement du régime dictatorial](#) était une bonne étape, mais cela peut se transformer en une catastrophe si l'alternative est le chaos, l'absence de sécurité, les combats entre milices et, masquée ou non, [une occupation occidentale](#).

* Abdel Bari Atwan est palestinien et rédacteur en chef du quotidien al-Quds al-Arabi, grand quotidien en langue arabe édité à Londres. Abdel Bari Atwan est considéré comme l'un des analystes les plus pertinents de toute la presse arabe.

Abdel Bari Atwan

lundi 30 janvier 2012 - 02h:07

20 janvier 2012 –

Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.abdelbariatwan.com/USBoo...>

[Traduction : Info-Palestine.net](#)

3-2 Joseph Kishore : La 'Meurtre S.A.' de Barak Obama opère dans le monde entier.

L'administration Obama a construit un vaste appareil ayant pour but l'exécution d'assassinats et comprenant des engins volants sans pilote (drones), opérés par la CIA et l'armée.

Ce réseau de « machines à tuer » est géré dans le secret, derrière le dos du peuple américain et virtuellement en dehors de tout contrôle de la part du Congrès américain.

Le programme dans le cadre duquel opèrent ces « drones » a fait l'objet d'un article publié par le *Washington Post* le 28 décembre et intitulé « Sous Obama, l'émergence d'un appareil mondial du meurtre par drone ». Si l'article est de présentation plutôt discrète, ce qu'il montre n'en est pas moins effrayant : un gouvernement s'est arrogé le droit de tuer n'importe qui dans le monde sans même se soucier d'une apparence de légalité. On a déjà tué de cette façon des milliers de personnes.

Selon le *Washington Post*, ce 'programme drones', « comprend des dizaines de sites secrets dont deux sites principaux opérationnels sur la côte Est, des cockpits virtuels de l'US Air Force dans le Sud-est et des bases clandestines dans six pays sur deux continents. »

Selon les conclusions d'une étude du Bureau du Budget du Congrès américain, les Etats-Unis ont 775 drones 'Predator' et autres, plus un nombre inconnu de drones opérés par la CIA et faisant partie d'opérations secrètes. Les assassinats ont jusqu'à présent eu lieu dans au moins trois pays, en dehors des guerres en Irak et en Afghanistan. Le drone abattu récemment au dessus de l'Iran indique cependant des opérations bien plus étendues.

Un des premiers actes d'Obama en tant que président a été d'ordonner une attaque de drone Predator au Pakistan. 240 attaques ont été effectuées depuis contre ce pays, entraînant la mort de milliers de personnes, pour la plupart des civils. Quelques quinze attaques ont été effectuées au Yémen et d'autres encore en Somalie.

Le quotidien donne une description des « listes de sujets à assassiner » compilées par la CIA et le Joint Special Operation Command (JSOC) de l'armée américaine, sans que les critères utilisés pour la sélection des personnes ciblées soient rendus publics. La liste de la CIA est apparemment plus courte que celle de l'armée, ce que certains de ceux qui sont impliqués dans le programme de drones attribuent au fait qu'elle a eu moins de temps pour la dresser. Selon certains responsables, « L'Agence finira par rattraper le temps perdu. »

Parmi les gens assassinés, se trouvent trois citoyens américains, dont Anwar Al-Awlaki qui fut tué le 30 septembre et son fils de 16 ans, tué lui, par le JSOC quelques semaines plus tard. Tous deux furent tués au Yémen. Le *Washington Post* affirme que le jeune Awlaki n'était pas la cible prévue. Ce « citoyen américain sans implication passée avec Al-Qaïda » était au contraire une « victime non intentionnée. » Pour expliquer l'augmentation des assassinats par drone, le journal mentionne la fermeture officielle de programmes de détention et la fin des transferts à Guantanamo Bay. Cela laissait « peu d'options mis à

part les attaques par drones... » En d'autres mots, au lieu d'enfermer des 'terroristes' présumés dans des camps et des centres de torture, l'administration Obama s'est dit qu'il serait simplement plus efficace de les tuer en secret.

Ces deux programmes différents sont soi-disant contrôlés par diverses commissions du Congrès. Mais, précise le *Post*, « aucune de ces commissions n'est en mesure de comparer les listes de sujets à abattre de la CIA et de la JSOC ou même de parvenir à une compréhension générale des règles selon lesquelles chacune de ces listes est fabriquée. »

Les dirigeants des deux fractions parlementaires sont tout à fait complices car les responsables des commissions sur les services de renseignement et l'armée acceptent de limiter ce qui peut être discuté publiquement. « Le fait qu'un président de leur parti ait monté une machine aussi efficace dans le but d'éliminer de façon ciblée des gens suspectés de terrorisme ne trouble pas outre mesure les dirigeants démocrates. »

Le président Lyndon Johnson, arrivé au pouvoir à la suite de l'assassinat de John F. Kennedy, avait en son temps admis que la CIA avait monté une entreprise qu'il appela, dans une remarque restée fameuse, une « damnée 'Meurtre S.A.' dans les Caraïbes ». Celle-ci avait plusieurs fois tenté d'assassiner le dirigeant cubain Fidel Castro. Le gouvernement Nixon fut lui, impliqué dans de nombreux complots d'assassinat. Cela avait contribué aux enquêtes à des fins de destitution qui conduisirent finalement à sa démission. Des enquêtes menées par la Commission Church du Sénat américain dans les années 1970 ont finalement conduit à un ordre exécutif interdisant officiellement la pratique de l'assassinat.

Les actes de l'administration Obama et la vaste augmentation des pouvoirs secrets de la CIA et de l'Armée dépassent de loin les crimes commis à cette époque.

Les assassinats extra-judiciaires sanctionnés par l'Etat sont une métastase de la « guerre à la terreur » menée sur tout le globe, un élargissement d'une criminalité internationale qui comprend le lancement de guerres d'agression, l'emprisonnement indéfini et la torture. Ils sont devenus une importante composante de la politique militaire américaine. Celle-ci comprend aussi la guerre en Libye qui s'est conclue par l'assassinat, soutenu par les Etats-Unis, de Mouammar Kadhafi. Obama a fait du meurtre extra judiciaire de Osama ben Laden un des hauts faits et un des événements charnière de son administration.

La violence sans frein et l'abolition de la démocratie sont deux aspects d'un même processus. Les révélations du *Washington Post* suivent de deux semaines à peine le passage du National Defense Authorization Act. Cette loi donne, pour la première fois explicitement, un sceau d'approbation parlementaire à la détention militaire indéfinie de citoyens, américains ou non, selon le bon vouloir du président. La loi abolit dans les faits le recours d'habeas corpus et les garanties constitutionnelles d'application régulière de la loi.

L'administration qui préside à cette affirmation de pouvoirs quasi dictatoriaux, dirigée par Obama, est pour l'essentiel une alliance entre de puissants intérêts financiers et l'appareil militaire et des services de renseignements.

Ce gouvernement de la réaction extrême jouit du soutien déterminant d'une partie de la classe moyenne argentée qui, sur la base de la politique identitaire, s'est réconciliée avec une politique qui va au-delà même de celle de l'administration Bush. Tout est bon et même « progressiste » du moment que c'est un président afro-américain qui le fait.

La conduite d'un réseau destiné à exécuter des gens n'a rencontré qu'une objection de pure forme de la part de journaux comme *La Nation* et d'autres gens et partis 'de gauche' qui soutiennent le Parti démocrate. Un commentateur libéral, Ta-Nehisi Coates, un des principaux rédacteurs en chef du magazine *Atlantic*, fit en réponse à l'article du *Washington Post*, ce commentaire réjouit: « Les drones sont l'arme parfaite de la démocratie. On obtient tout le mérite d'avoir tué les ennemis du pays et on ne porte pas le blâme de pertes militaires. Le massacre occasionnel d'un garçon de 16 ans est certes regrettable, mais pratiquement sans conséquence du point de vue politique. »

La défense des droits démocratiques, la défaite de l'impérialisme américain, la lutte contre l'inégalité sociale dépendent de la formation d'un mouvement politique de masse de la classe ouvrière sur la base d'un programme socialiste. Ce mouvement entrera directement en conflit avec l'administration Obama, le Parti démocrate et ses apologues 'de gauche'.

(Article original publié le 29 décembre 2011)

Joseph Kishore

4 janvier 2012

3-3 Manlio Dinucci : Guerre contre la Libye dans les mots de la Défense italienne.

La contribution des Forces armées italiennes aux « opérations en Libye » -d'abord *Odissey Dawn*, puis *Unified Protector* sous la conduite de l'OTAN- a été « de très grande importance » : c'est ce que déclare le Ministre de la défense italien. Il spécifie que sept bases aériennes -Trapani, Gioia del Colle, Sigonella, Decimomannu, Aviano, Amendola et Pantelleria- ont été mises à la disposition aussi bien des avions italiens que de ceux des alliés. Les avions italiens ont accompli 1.182 missions, avec des fonctions de reconnaissance, « défense aérienne » et ravitaillement, effectués par des Tornado, F-16 Falcon, Eurofighter 2000, Amx, véliplanes à pilotage éloigné Predator B, G-222 et ravitailleurs KC-767 et KC130J. La Marine militaire a participé aux missions aériennes avec des véliplanes AV-8B.

La Marine a effectué des opérations navales d'embargo, de patrouille et de ravitaillement, ainsi que des missions de surveillance à proximité des eaux tunisiennes, en application de l'entente entre Italie et Tunisie sur l' « urgence immigration ». Ont participé aux opérations : le porte-avion Garibaldi, le contre-torpilleur Andrea Doria, le pétrolier-ravitailleur Etna, les bâtiments de débarquement San Giusto, San Giorgio et San Marco ; les frégates Euro, Bersagliere et Libeccio ; les corvettes Minerva, Urania, Chimera, Driade et Fenice ; les patrouilleurs Comandante Borsini, Comandante Foscari et Comandante Borsini ; les patrouilleurs Spica, Vega, Orione et Sirio ; les sous-marins Todaro et Gazzana, ainsi qu'un véliplane Atlantic pour des missions de patrouille.

La Défense a aussi contribué à la « coopération humanitaire », en coordination étroite avec le Ministère des Affaires étrangères, en mettant à disposition des avions cargos C-130J qui ont effectué le transport de matériel médical et l'évacuation de « personnel blessé », amené en Italie pour être soigné.

Dans le vocabulaire du Ministère de la défense, le mot « guerre » n'existe pas. Celle-ci se trouve camouflée sous la définition aseptique d' « opérations en Libye ». Le mot « bombardement » non plus n'existe pas, camouflé en « mission de défense aérienne », bien que les avions italiens aient largué sur la Libye un millier de bombes et missiles, et que l'aviation OTAN ait effectué plus de 10 mille missions d'attaque, larguant 40-50 mille bombes et missiles, grâce surtout au soutien technique et logistique italien. Et les avions cargo C-130J ont décollé de Pise, où est en train d'être réalisé le Hub aérien national des forces armées : seulement pour « coopération humanitaire », pour transporter du matériel médical et le « personnel blessé », non pas pour transporter de la base limitrophe de Camp Darby les bombes que les Usa, comme l'a déclaré directement le Pentagone, ont fournies aux alliés. Et le Ministère de la défense ne fait pas non plus savoir combien il y a eu en Libye de victimes civiles des bombardements humanitaires italiens et OTAN, ignorées par la « coopération humanitaire ».

21 janvier de *il manifesto*

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120121/manip2pg/08/manip2pz/316802/>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 Mouammar Kadhafi piège Amnesty International en beauté.

Même mort, l'homme fait peur. Amnesty International vient de l'apprendre à ses dépens.

Mouammar Kadhafi piège donc à titre posthume, Amnesty International, l'un de ses bourreaux avec ses mensonges.

De quoi s'agit-il ?

Il faut avouer que cette organisation qui passe son temps à déblatérer, sans apporter la moindre preuve de ses dires, a trouvé bon de mettre en ligne, un sondage.

Comme l'image à la UNE le montre, il fallait librement choisir quel était l'homme qui, par son humanité et sa défense des droits humains, avait marqué le monde. Surprise pour les gourous de l'humanitaire abscons et plutôt venimeux et vénéneux, Mouammar Kadhafi arrivait largement en tête suivi de Michaël Jackson. Comme le disait quelqu'un, la vérité finit toujours par triompher. Tiens, hier, toute honte bue, alors que personne n'a rien à lui reprocher -sinon le mensonge sur le recrutement des mercenaires- la

Cour pénale internationale (CPI) a demandé la tête de Seif Al-Islam. Le CNT a déclaré qu'il lui faut...3 semaines, vu la situation qui prévaut en Libye...Passons.

Et là, surprise, avec son honnêteté intellectuelle au ras des pâquerettes, Amnesty international piégé, a été obligé d'arrêter le sondage. Normal, il aurait été plus "saint" de voir les criminels qu'il défend, notamment les nazillons qui ont détruit la Libye, en tête de gondole. Croire que les gens sont des cons, des gobe-mouches, c'est être plutôt con soi-même. Un internaute révèle cette supercherie dans la 1er vidéo en dessous.

Mais au juste, c'est quoi la défense des droits humains ? Beaucoup répondront comme des moutons, la démocratie. Que nenni. Hélas, les Libyens étaient mieux lotis que les Français. Sacrilège ? Les Libyens avaient droit, sous Kadhafi: aide au logement de 60 000 \$ pour des jeunes couples; gratuité de l'eau, de l'électricité. Le "RSA" libyen, ex RMI, était pour les chômeurs de 730 euros par mois pour une personne seule. Plus qu'en France. Tiens, ce n'est ni en France ni aux USA qu'un Gouvernement est aussi généreux. Mais passons, les Libyens aiment la démOncratie ? Qu'ils y aillent. Est-on capable de parler alors qu'on a le ventre et les poches vides ? Les zozos qui ont cautionné ce massacre contre leur propre peuple payeront un jour.

Mon confrère et ami Julien Teil vient justement de faire un reportage de haute voltige sur...

Sur video : Amnesty international. Suivez, c'est un must.

12-01

<http://allainjules.com/2012/01/11/libye-mouammar-kadhafi-piege-amnesty-international-en-beaute/>

4-2 Simon de Beer : [Ce que j'ai vu à Tripoli ? Le calme avant la tempête.](#)

J'ai écrit ce texte de retour de Libye, en août dernier. La « chute » de Tripoli m'avait dissuadé de le publier, estimant que personne ne prendrait mon témoignage au sérieux. Aujourd'hui que la Libye est plongée dans le chaos, qu'islamistes et milices y font – comme c'était prévisible – la loi tandis que grands patrons et industriels occidentaux négocient de juteux contrats (1) ; aujourd'hui que la Syrie est à son tour menacée d'une guerre basée sur des mensonges et dont les conséquences seraient encore une fois pires que le mal que l'on prétend combattre (2), j'ai pensé qu'il était utile de le publier pour montrer à quel point les grands médias peuvent déformer la réalité d'un conflit et tromper ainsi l'opinion.

En Libye, je pensais me retrouver au centre de violents combats. Les jours précédant notre départ, les médias occidentaux n'avaient cessé de dire que les rebelles gagnaient du terrain vers Tripoli, notre destination. Le 28 juin, [Le Figaro](#) révélait que la France avait parachuté des armes aux insurgés, ce qui leur avait permis de progresser au sud de la capitale. Selon Paris, l'OTAN espérait ainsi réveiller les mouvements d'opposition qui s'y trouvaient et « *provoquer un soulèvement de Tripoli contre le clan du dictateur.* » Le 3 juillet – date de notre départ – [TF1](#) rapportait que « *La rébellion libyenne [...] se prépar[ait] à une offensive majeure dans les 48 heures.* ». Selon la chaîne française, « *les insurgés cherch[aient] notamment à reprendre Bir Al-Ghanam [...] afin d'être à portée de canon de la capitale libyenne.* »

Lorsque nous avons passé la frontière à Ras Jedir, j'ai été surpris par l'absence de soldats et d'infrastructures militaires. Il y avait certes des check-points sur la route, gardés par quelques kadhafistes armés, mais pas de chars, de canons ou d'armement lourd. Tout était calme. Cela contrastait avec ce que j'avais pu voir deux ans plus tôt au Kosovo. Dans cette province de la Serbie, où l'OTAN mène depuis douze ans une « *opération de soutien de la paix* » pour instaurer la « *stabilité* (3) », l'entièreté du territoire est quadrillée par des patrouilles internationales sans lesquelles la situation exploserait immédiatement. Visiblement, dans les parties de la Libye que nous avons traversées le premier jour, l'opposition à Kadhafi était marginale. Il n'y avait pas besoin de répression pour la contenir.

Même impression à Tripoli, où la vie semblait suivre son cours habituel. Je me suis baladé, seul ou avec d'autres journalistes, dans plusieurs quartiers. Partout, les magasins étaient ouverts et approvisionnés, les terrasses des cafés étaient remplies, des enfants jouaient dans la rue. Des drapeaux verts flottaient en signe de soutien au gouvernement, des slogans anti-OTAN résonnaient de place en place. Contrairement à ce que j'ai pu lire dans plusieurs journaux, les plages étaient fréquentées. Seuls les chantiers de construction – dirigés par des compagnies étrangères ayant quitté le pays – étaient désertés.

Sur son site, [Le Monde](#) a écrit le 9 juillet que des « *restrictions importantes, notamment d'essence, contraignaient les habitants à l'inactivité* ». Effectivement, j'ai pu constater de longues files d'attente devant les stations-services. Cependant, pour être complet, [Le Monde](#) aurait dû préciser que les rebelles

avaient pris possession d'un grand nombre de puits de pétrole et que, la majorité des raffineries libyennes se trouvant en Italie, il était désormais impossible à l'État libyen de se procurer de l'essence en suffisance. Il ne s'agissait donc pas de restrictions, comme le prétendait *Le Monde*, mais de pénuries voulues et organisées par l'OTAN et ses alliés. Plus tard, le détournement d'un pétrolier libyen amarré dans les eaux européennes confirmera la volonté des rebelles d'étouffer économiquement le régime libyen (4). Par ailleurs, le journal a caché à ses lecteurs une série d'informations importantes concernant les prétendues restrictions. Notamment que, en Libye, un plein coûtait environ un euro, prix qui n'avait pas augmenté depuis le début de la guerre malgré la forte demande ; que les Libyens, plutôt aisés, avaient tous deux ou trois voitures (voire plus), ce qui démultipliait leurs besoins en essence ; ou encore que les habitants de Tripoli, lorsqu'on leur demandait quelle était la cause des pénuries, répondaient tous les rebelles et l'OTAN, jamais Kadhafi.

La vie à Tripoli semblait donc normale dans son ensemble, sans tensions. Toutefois, à plusieurs reprises, j'ai entendu des rafales de coups de feu. Un soir, de la fenêtre de ma chambre, j'ai aperçu la lumière d'un fusil qui déchargeait à quelques dizaines de mètres de l'hôtel. Croyant être enfin le témoin des violences dont me parlaient quotidiennement les grands médias, j'ai demandé à différentes personnes s'il s'agissait de combats. Les réponses ont été unanimes : c'était – m'assurait-on – des coups tirés en l'air en signe de joie et de soutien au régime en place, coutume courante en Libye. Dans un premier temps, j'étais sceptique, pensant qu'on essayait de me manipuler. Par la suite, j'ai remarqué que les Libyens n'accordaient aucune importance au bruit des tirs. Les enfants, en particulier, n'arrêtaient pas leurs jeux, tandis que le moindre bruit d'avion les faisaient lever la tête au ciel d'un air inquiet. Aussi l'idée qu'il s'agissait de tirs en l'air m'a-t-elle semblé plausible, même si cela n'excluait pas qu'il y ait aussi des combats. Cependant, en huit jours sur place, je dois admettre que je n'en ai jamais vu. J'ai en revanche eu l'occasion d'observer plusieurs scènes de liesse où, effectivement, des salves étaient tirées. Il faut dire que le gouvernement libyen avait distribué dès le début de la guerre des milliers de kalachnikov à la population au cas où l'OTAN se serait engagée dans une intervention au sol (les estimations montent jusqu'à deux millions). Les armes ne manquaient donc pas à Tripoli, ce qui prouve le soutien qu'avait Kadhafi parmi la population.

Un jour que je me trouvais à une manifestation pro-Kadhafi, j'ai entendu un journaliste du *Nouvel Observateur* demander à son voisin si les coups de feu qu'on percevait la nuit provenaient d'échanges de tirs entre rebelles et militaires. Son interlocuteur, habitant de Tripoli, lui a répondu avec beaucoup de tact qu'il pensait que c'était des coups de feu en l'air. Le journaliste, visiblement insatisfait de cette réponse, a insisté. Rien à faire : le tripolitain maintenait qu'il s'agissait de tirs de joie, enjoignant le journaliste à aller vérifier par lui-même s'il le désirait. C'était le jeudi 7 juillet. Deux jours plus tard, on lisait dans *Le Nouvel Observateur* qu'il y avait « *de plus en plus de tirs à Tripoli* », que ces tirs provenaient « *d'échanges entre rebelles et militaires* » et qu'on ne pouvait les confondre « *avec des tirs de joie* », ce qui est « *monnaie courante* » en Libye.

« *Les journalistes occidentaux* », m'a un jour dit un Libyen, « *ce ne sont pas des journalistes. Ils disent le contraire de la vérité. S'il vous plaît, quand vous serez de retour chez vous, tenez-vous en aux faits.* »

Notes :

(1) Les articles qui décrivent l'actuelle situation ne manquent pas, y compris dans presse qui a soutenu la guerre. Voir par exemple dans *Le Monde*, « [Washington s'inquiète de la campagne de recrutement d'Al-Qaida en Libye](#) », 31/12/2011 ou « [En Libye, le chef du CNT craint une "guerre civile"](#) », 4/1/2011.

Cette situation était évidemment prévisible et constitue l'une des raisons pour lesquelles une opposition à la guerre était justifiée.

(2) Voir [Bahar Kimyongür, Syriana. La conquête continue](#), Investig'Action/Couleur Livres, décembre 2011.

(3) Voir sur le site de l'Alliance « [Le rôle de l'OTAN au Kosovo](#) ».

(4) *L'Express*, 4/8/2011.

Simon de Beer

2 janvier 2012

<http://www.michelcollon.info/Ce-que-j-ai-vu-a-Tripoli-Le-calme.html>

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

5-1 De la guerre en Libye ... à sa fidélité à Israël.

Bernard-Henri Lévy tient la plume à Benjamin Netahyahou

Invité le 2 décembre 2011 à l'émission d'Eric Zemmour et Eric Naulleau sur *Paris Première*, Bernard-Henri Lévy tente de justifier, face aux journalistes qui l'interrogent, sur son rôle peu louable dans la guerre en Libye et sa rédaction de communiqués officiels avec le premier ministre Benjamin Netahyahou à Tel Aviv, comme cela s'est passé au terme de la visite en Israël du ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé.

Dans la première vidéo, Bernard-Henri Lévy (BHL) est interpellé sur son rôle dans la guerre en Libye [à partir de 03 : 60], et sur l'imposture par laquelle commence son livre sur les prétendus bombardements sur Tripoli devant incriminer Kadhafi ... démentis par l'ambassadeur de France qui s'y trouvait.

Dans la deuxième vidéo, BHL considère comme tout à fait normal [à partir de 03 : 09] d'avoir rédigé un communiqué de presse avec le premier ministre Benjamin Netahyahou !

On savait que BHL avait déclaré lors de la première Convention nationale organisée par le Conseil représentatif des organisations juives de France (CRIF), au sujet de son engagement en Libye : « *C'est en tant que juif que j'ai participé à cette aventure politique. (...) J'ai porté en étendard ma fidélité à mon nom et ma fidélité au sionisme et à Israël. Je ne l'aurais pas fait si je n'avais pas été juif* ». [1]

On savait depuis longtemps que BHL est un agent d'influence qui défend les intérêts d'Israël, avant ceux de son pays, la France. Mais il restait encore à découvrir que BHL tenait la plume au Premier ministre israélien !

Après avoir jeté la Libye et son peuple dans l'horreur et l'insécurité de « sa guerre » personnelle - la torture s'y étant depuis généralisée - et être apparu de manière trop voyante, comme étant au service des intérêts idéologiques d'Israël, BHL est devenu très discret sur la Syrie...il a perdu toute crédibilité.

Silvia Cattori

Sur le système par lequel BHL concentre entre ses mains de nombreux pouvoirs médiatiques, voir :

« [Le système Bernard-Henri Lévy décortiqué par Jade Lindgaard - Le faux philosophe à la pensée nulle qui met le monde à feu et à sang](#) », 28 octobre 2011.

[1] Voir : « ["C'est en tant que juif" que BHL engage la France dans "ses guerres"](#) », par Silvia Cattori, 14 décembre 2011.

<http://www.silviacattori.net/article2735.html>

5-2 Louis Denghien : Sarkozy : menaces & débâcles "La France ne se taira pas devant le scandale syrien" : c'est Nicolas Sarkozy qui l'a dit vendredi matin 20 janvier, à l'occasion de ce qui pourrait bien être ses ultimes vœux au corps diplomatique. Ces dix derniers mois, en tout cas, il est certain que la France, par sa bouche et plus encore celle de son ministre des Affaires étrangères, n'est pas restée silencieuse sur le cas syrien. Et, hélas, la France - par la faute de ces deux [...]

« *La France ne se taira pas devant le scandale syrien* » : c'est Nicolas Sarkozy qui l'a dit vendredi matin 20 janvier, à l'occasion de ce qui pourrait bien être ses ultimes vœux au corps diplomatique. Ces dix derniers mois, en tout cas, il est certain que la France, par sa bouche et plus encore celle de son ministre des Affaires étrangères, n'est pas restée silencieuse sur le cas syrien. Et, hélas, la France – par la faute de ces deux hommes – a proféré beaucoup de contre-vérités, de mensonges, sans oublier les menaces et rodomontades. C'est bien simple, Sarkozy/Juppé *regnante*, notre pays a parlé d'une même voix avec les Etats-Unis.

La veille, Alain Juppé avait une nouvelle fois envoyé un coup de patte à la mission d'observation de la Ligue arabe, qui se déroule selon lui « *dans des conditions qui ne sont pas satisfaisantes* ». Pas satisfaisantes pour lui, ça ne fait guère de doute : nombre des quelque 165 observateurs arabes ont fait état de violences de partisans de l'opposition, d'autres ont dit que la situation dans telle ou telle ville était calme ou allait en s'arrangeant.

Le coût politique et humain d'un tropisme pro-américain

Cette guérilla de communiqués et de déclarations fielleuses est, il est vrai, la seule intervention qui reste permise au tandem Sarkozy/Juppé : le jour même de la présentation des vœux présidentiels, quatre nouveaux militaires français tombaient en Afghanistan – 16 autres étant blessés dans le même attentat.

Et la première réaction du « chef » de l'Etat était d'évoquer un possible « *retrait anticipé* » de nos troupes, la deuxième consistant à suspendre « *toutes les opérations de formation et d'aide au combat* » à l'armée afghane. **Alors, dans ces conditions, une intervention militaire otanesque à participation française comme au « bon vieux temps » de la Libye...** D'ailleurs, Alain Juppé vient même de se prononcer contre l'idée – il est vrai délirante – de ses amis qataris de déployer une force arabe en Syrie, c'est dire si la jactance n'empêche pas la prudence !

Revenons sur cette tragédie franco-afghane : 82 militaires français ont été tués – et 500 blessés – à ce jour en Afghanistan parce que Chirac, puis Sarkozy ont voulu mériter l'amitié de l'Oncle Sam, que celui-ci ait les traits de George Bush Jr ou ceux de Barack Obama. En Afghanistan, Sarkozy a imité en toute chose Obama (pourtant, il est notoire que les deux hommes se méprisent mutuellement), augmentant (juillet 2010) les effectifs français après qu'Obama eût décidé d'envoyer 30 000 G.I.'s supplémentaires, et annonçant le retrait de 1 100 soldats quand son homologue américain a annoncé le départ de 33 000 soldats d'ici septembre 2012.

Et ce suivisme s'est retrouvé sur l'Iran, la Libye (où l'élève français a dépassé et précédé le maître yankee)... et la Syrie. Au point que des hommes de la DGSE se retrouvent en Turquie pour « aider » les gangs de l'ASL. « *Attention, président dangereux* » écrivions nous (le 1er septembre 2011) à propos de Nicolas Sarkozy. Dangereux parce qu'il pense et réagit américain. Ou pro-américain, avec ce que ça suppose de surenchère. Des analystes ont pu écrire que si cet homme avait été président en 2003, la France se serait retrouvée embarquée dans le désastre irakien. Et d'autres disent que Sarkozy aurait bien aimé en découdre avec l'Iran. **Et bien sûr avec la Syrie, dans le collimateur des Américains et de leurs suiveurs parce que c'est un allié de l'Iran, LA cible géopolitique à abattre – en attendant la Russie et la Chine – pour les stratèges néo-conservateurs sévissant des deux côtés de l'Atlantique.**

On n'en attendait pas moins de « Sarko l'Américain ». Mais quant au « gaulliste » Juppé...

Quoiqu'il en soit, ces menaces françaises interviennent sur fond de débâcle. Débâcle politique plus encore que militaire en Afghanistan qui ne devrait pas échapper longtemps à la *reconquista* des Talibans, en dépit des propos lénifiants des Juppé et autres Longuet. Débâcle électorale annoncée par les sondages et la plupart des analystes pour la présidentielle à venir – il y a fort à parier que Bachar al-Assad survivra politiquement à Nicolas Sarkozy. **Mais combien de militaires français tomberont-ils encore avant la fin de cette calamiteux et déshonorant quinquennat ? Et combien de mensonges et de coup tordus contre la Syrie de la part de ce qui fut la diplomatie française ?**

Louis Dénghien,

le 20 janvier 2012

6 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

LIBYE : ce qu'on cache aux Français

UNE REPRESSION DE MASSE AVEC LA MORT DE DETENUS DANS UN CONTEXTE DE TORTURE GENERALISEE

Des prisonniers sont morts après avoir été soumis à des actes de torture en Libye ces dernières semaines et ces derniers mois, alors que la torture et les mauvais traitements sont infligés de manière généralisée aux combattants pro-Kadhafi et aux loyalistes présumés.

Les délégués d'Amnesty International se sont entretenus en Libye avec des prisonniers incarcérés à Tripoli et aux alentours, à Misratah et à Gheryan. Ils présentaient des marques visibles indiquant qu'ils avaient subi des actes de torture au cours des derniers jours et des dernières semaines, notamment des blessures ouvertes sur le crâne, les bras et les jambes, le dos et d'autres parties du corps.

Ces actes de torture sont infligés par des entités militaires et des services de sécurité officiellement reconnus, ainsi que par un grand nombre de milices armées opérant en dehors de tout cadre légal.

«Après toutes les promesses faites de placer les centres de détention sous contrôle, il est affligeant de constater qu'il n'y a pas d'amélioration concernant le recours à la torture, a déploré depuis la Libye Donatella Rovera, principale conseillère d'Amnesty International pour les situations de crise.

«Nous n'avons connaissance d'aucune véritable enquête menée sur les cas de torture, et ni les victimes ni les familles des prisonniers morts en détention n'ont eu de recours en vue d'obtenir justice ou des réparations pour ce qu'elles ont subi.

«Si de nombreux détenus nous ont raconté les tortures qu'ils ont subies, certains étaient trop effrayés pour se confier, craignant des sévices encore plus violents s'ils parlaient, et se sont contentés de nous montrer leurs blessures.»

Témoignages de Libyens et de ressortissants d'Afrique subsaharienne

Les prisonniers, des Libyens et des ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne, ont raconté à Amnesty International qu'ils avaient été suspendus dans des positions contorsionnées, battus des heures durant avec des fouets, des câbles, des tubes en plastique, des bâtons, des chaînes et des barres métalliques, et qu'ils avaient reçu des décharges électriques infligées à l'aide de câbles sous tension et de pistolets semblables à des Taser.

Les types de blessures observées corroborent leurs témoignages. Les rapports médicaux qu'a pu consulter Amnesty International confirment également le recours à la torture contre plusieurs détenus, dont certains sont morts en détention.

La majorité des prisonniers pris pour cibles sont des Libyens qui seraient restés fidèles au colonel Mouammar Kadhafi au cours du récent conflit. Quant aux étrangers, pour la plupart originaires d'Afrique subsaharienne, ils continuent d'être placés en détention de façon aléatoire, notamment en raison de leur situation irrégulière, et sont parfois torturés.

Les détenus sont généralement torturés au moment de leur arrestation par des milices armées locales et plus tard lors des interrogatoires, y compris dans les centres de détention officiels. Jusqu'à présent, ils n'ont pas été autorisés à consulter un avocat. Plusieurs d'entre eux ont raconté à Amnesty International qu'ils avaient «avoué» des crimes qu'ils n'avaient pas commis, uniquement pour qu'on cesse de les torturer.

À Misratah, les détenus sont torturés dans un centre d'interrogatoires géré par la sécurité militaire nationale (**Amn al Jaysh al Watani**), ainsi qu'aux sièges des milices armées.

Le 23 janvier 2012, les délégués d'Amnesty International se sont entretenus avec des détenus à Misratah, torturés quelques heures auparavant. L'un d'entre eux, toujours incarcéré, a expliqué :

«Ce matin, ils m'ont emmené en haut pour m'interroger. Cinq hommes en civil se sont relayés pour me rouer de coups et me fouetter. [...] Ils m'ont suspendu par les poignets en haut d'une porte pendant environ une heure, tout en continuant à me frapper. Ils m'ont aussi donné des coups de pied.»

Un autre prisonnier a raconté qu'il avait été frappé sur les blessures qui lui avaient été infligées le mois précédent par des miliciens. Voici son témoignage :

«Hier, ils m'ont frappé avec un câble électrique, alors que j'avais les mains menottées derrière le dos et les pieds attachés. Ils ont menacé de me renvoyer aux mains des miliciens qui m'avaient capturé, qui me tueraient.»

Morts en détention

Plusieurs détenus sont morts aux mains de milices armées à Tripoli et aux alentours, et à Misratah, dans des circonstances laissant à penser qu'ils ont été torturés.

Les proches d'un ancien policier, père de deux enfants, originaire de Tajura, à l'est de Tripoli, ont raconté à Amnesty International qu'il avait été arrêté par une milice armée locale en octobre 2011 et qu'ils n'avaient pas pu savoir où il se trouvait pendant près de trois semaines, jusqu'à ce qu'il puisse appeler sa femme.

Quelques jours plus tard, sa famille a été informée par un hôpital de Tripoli que son corps y avait été transféré.

Amnesty International a vu des photos de sa dépouille, qui présentait de graves contusions sur tout le corps et les bras et les jambes, ainsi que des blessures ouvertes sur la plante des pieds, semble-t-il causées par la *falaqa* (coups assésés sur la plante des pieds), une méthode de torture fréquente en Libye.

À la connaissance d'Amnesty International, la dernière personne morte en détention des suites de torture est Ezzeddine al Ghool, colonel de 43 ans et père de sept enfants, arrêté par une milice armée à Gheryan, à 100 kilomètres au sud de Tripoli, le 14 janvier 2012.

Son corps, couvert de bleus et de blessures, a été restitué à sa famille le lendemain. Les médecins ont confirmé qu'il avait succombé à ses blessures. Plusieurs autres hommes détenus à la même période auraient eux aussi été torturés. Huit d'entre eux avaient des blessures graves, qui ont nécessité leur hospitalisation.

Amnesty International a reçu des informations concernant des cas similaires sur lesquels elle mène des recherches.

L'absence d'enquêtes

Malgré les demandes formulées à maintes reprises par Amnesty International depuis mai 2011, les autorités libyennes de transition, tant au niveau local que national, n'ont pas mené d'enquêtes dignes de ce nom sur les cas de torture et les morts en détention survenues dans des circonstances suspectes. Dans tout le pays, la police et la justice demeurent défailtantes. Tandis que dans certaines régions, il semble que les tribunaux traitent des affaires civiles, les affaires dites «sensibles» en lien avec des enjeux politiques et de sécurité ne sont pas prises en compte.

Un éventail d'organes pour la plupart non officiels, n'ayant pas de statut légal, notamment les «comités judiciaires», mènent des interrogatoires dans divers centres de détention, en dehors de tout contrôle du système judiciaire.

«Jusqu'à présent, force est de constater que les personnes exerçant le pouvoir se sont montrées totalement incapables de prendre des mesures concrètes pour mettre fin à la torture et aux mauvais traitements infligés aux détenus et amener les responsables présumés de ces agissements à rendre des comptes, a déclaré Donatella Rovera.

«Nous ne sous-estimons pas les défis que doivent relever les autorités libyennes de transition afin de rétablir le contrôle sur la multitude de milices armées opérant dans tout le pays, mais elles doivent agir de manière décisive pour mettre un terme à la torture. Afin d'édifier une nouvelle Libye fondée sur le respect des droits humains, cette question ne saurait être reléguée au dernier rang des priorités.»

Amnesty International invite de toute urgence les autorités libyennes à:

♦ **ordonner la fermeture de tous les centres de détention non officiels et instaurer des mécanismes chargés de placer tous les centres sous le contrôle des autorités et de surveiller efficacement les procédures et les pratiques en matière de détention;**

♦ **veiller à ce que soient menées dans les meilleurs délais des enquêtes sur tous les cas recensés ou signalés de torture et de mauvais traitements, suspendre immédiatement les auteurs présumés de leurs fonctions en rapport avec la détention dans l'attente des conclusions de ces investigations, et lorsque les éléments de preuve recevables sont suffisants, traduire en justice les suspects dans le cadre de procès équitables, sans recourir à la peine de mort;**

♦ **garantir que tous les détenus puissent consulter un avocat; veiller à ce que les prisonniers bénéficient régulièrement d'examen médicaux et à ce que des certificats médicaux décrivant leurs blessures, éventuellement causées par des actes de torture, soient délivrés aux détenus et aux autorités judiciaires.**

[Amnesty](#)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19

Ouvrir carte de Libye ?

cliquer sur :

http://maps.google.be/maps?hl=fr&xhr=t&q=carte+de+libye&cp=12&bav=on.2,or.r_gc.r_pw.&biw=1016&bih=559&wrapid=tljp1314001217203022&um=1&ie=UTF-8&hq=&hnear=0x13a892d98ece010d:0xfa076041c7f9c22a,Libye&gl=be&ei=ihFSTrDpNqP24QSK-ICvDQ&sa=X&oi=geocode_result&ct=image&resnum=1&sqi=2&ved=0CCYQ8gEwAA